



Evaluations en CM2 : Refus des pressions locales

L'écho médiatique des évaluations nationales en CM2 illustre bien les tensions qui traversent actuellement le système éducatif.

Nous ne reviendrons pas sur les critiques que nous avons émises sur ce dispositif ; elles se sont révélées en grande partie fondées, mais ne sont pas les causes fondamentales des difficultés que nous connaissons aujourd'hui.

Les échanges avec le Cabinet du ministre ainsi qu'avec la DGESCO faisaient ressortir une apparente volonté d'éviter les situations de crise. L'approche nous semblait sage puisqu'elle permettait d'une part de lever –au moins partiellement– les inquiétudes relatives à l'usage des informations remontant des établissements et, d'autre part, contribuait à souligner l'importance de l'évaluation qui est indissociable de toute perspective d'enseignement.

Que les propos des plus hautes instances du ministère de l'Éducation aient été sincères ou opportunistes, peu importe. C'est une fois encore le manque de clarté dans les communiqués qui pose problème. Ainsi, sous couvert d'ordres aux origines souvent nébuleuses, l'autorité hiérarchique locale n'hésite pas à solliciter les IEN pour des manipulations curieuses, discutables ou franchement malsaines !

Faire remonter des chiffres semble être devenu la priorité des départements et des académies. Tous les moyens semblent bons pour les obtenir : la menace (retrait de salaire, rappel des obligations des fonctionnaires...), la ruse (transformation des cotations inexploitable en un zéro qui ne veut rien dire mais qui est informatiquement exploitable) ou la « force » (« descente » d'un IEN éventuellement accompagné de ses conseillers pédagogiques).

Qu'est-ce qui justifie ce zèle ? La prise de conscience du caractère indispensable de ces chiffres pour améliorer le fonctionnement du système éducatif ? Du tout ! C'est tout simplement la peur qui motive nos responsables locaux... Comme le disent certains : « ma tête est en jeu ! »

Le SI.EN-UNSA Education engage les inspecteurs à faire preuve de plus de sérénité et d'un plus grand sens du service public que celui qui semble animer ces zélés « pisse-statistiques ». N'oublions pas que la crise des évaluations, comme toutes les crises, connaîtra une fin. Veillons donc à pouvoir retourner dans les écoles la tête haute et sans qu'ait été entamé le contrat de confiance qui nous lie aux enseignants !

Le Bureau National affirme son soutien sans réserve à tous les collègues amenés à s'opposer à des ordres inacceptables et dangereux pour le système éducatif. Il réagira sans faiblesse s'il vient à être informé de difficultés dans l'application de cette consigne.

Pour le Bureau National
Patrick ROUMAGNAC